

Communiqué de presse

10 mars 2026

Hausse des exportations de l'industrie de la défense : un instantané trompeur

Les exportations de l'industrie suisse de la défense augmentent en 2025, mais cette reprise donne une image trompeuse. Depuis 2022, les commandes s'effondrent, les PME sont exclues des chaînes d'approvisionnement internationales et la production ainsi que le savoir-faire migrent à l'étranger. Afin de préserver le savoir-faire, la valeur ajoutée et les compétences en matière de sécurité en Suisse, la révision de la loi sur le matériel de guerre (LFMG) doit entrer en vigueur rapidement.

Les exportations de l'industrie suisse de la défense ont augmenté en 2025 par rapport à l'année précédente. Cela n'est pas surprenant compte tenu de la forte augmentation des dépenses de défense dans le monde depuis le début de la guerre en Ukraine. La hausse des exportations ne signifie pas pour autant que l'industrie de la défense en Suisse soit tirée d'affaire. Son existence reste menacée :

- La hausse des exportations repose principalement sur le carnet de commandes bien rempli de quelques entreprises ainsi que sur les commandes de modules, de pièces détachées et de composants. La plupart des autres entreprises subissent une pression parfois considérable en raison de la baisse des commandes. Diverses entreprises suisses, telles que SwissP Defence ou System Assembling, ont dû supprimer des emplois. D'autres entreprises, comme Safran Vectronix, ont temporairement recouru au chômage partiel. Des start-ups telles que CDDS (systèmes de défense contre les drones) souhaitent désormais développer leur production. Pour ce faire, l'entreprise examine des sites dans l'UE et non en Suisse. Destinus, un grand et important fabricant de drones, s'est déjà vu contraint de délocaliser son siège à l'étranger.
- Des pays comme l'Allemagne, le Danemark et les Pays-Bas ont clairement indiqué l'année dernière qu'ils n'achèteraient plus de matériel de défense à la Suisse en raison des règles d'exportation actuellement en vigueur. Ces pays représentaient 43 % des exportations en 2025. Si le « Swiss free » fait école dans toute l'Europe, 91 % des exportations (sur la base des chiffres de l'année dernière) disparaîtront. Ce serait le coup de grâce pour l'industrie de la défense en Suisse.
- Enfin, les exportations de biens militaires spéciaux ont chuté d'environ 60 %, ce qui confirme clairement la tendance mentionnée.

Ces exemples montrent que la Suisse perd de plus en plus de valeur ajoutée, d'expertise et de compétences technologiques. Pour la survie de l'industrie de la défense, il est essentiel que les entreprises puissent exporter. C'est pourquoi la révision de la LFMG adoptée par le Parlement doit entrer en vigueur le plus rapidement possible. Elle établit des règles modernes et responsables pour l'exportation de biens de défense vers les pays partenaires, sans pour autant renoncer aux mécanismes de contrôle stricts.

Il en va de la sécurité de la Suisse. Seule une industrie de défense performante peut maintenir les systèmes de l'armée suisse en état de marche et les moderniser. Et ce n'est qu'en exportant des biens indispensables que la Suisse peut contribuer à l'architecture de sécurité européenne. C'est également la condition préalable pour que notre pays puisse être approvisionné en biens manquants en cas de crise.

Au nom du Cercle de Travail Sécurité et Economie

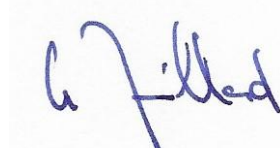
La coprésidence



Maja Riniker
Conseillère nationale
Coprésidente du CTSE



Michael Götte
Conseiller national
Coprésident du CTSE



Charles Juillard
Conseiller aux États
Coprésident du CTSE

Pour toute question :

Matthias Zoller, secrétaire général de SWISS ASD et secrétaire général du CTSE

Tél. : 079 936 24 70, e-mail : asuw@swissmem.ch

Le groupe de travail Sécurité et économie est l'élément politique de l'industrie suisse de la sécurité et de la défense. Il se compose d'une part de membres individuels actifs dans la politique, représentés par une coprésidence, et d'autre part des associations de l'industrie de l'armement - SWISS ASD (The Aeronautics, Security and Defence Sector of Swissmem), GRPM (Groupe romand pour le matériel de défense et de sécurité) et GMDSI (Gruppo materiale difesa e sicurezza della Svizzera italiana) – représentées par le groupe industriel.

L'objectif du groupe de travail Sécurité et économie est de créer des conditions favorables à une industrie nationale de l'armement forte.

SWISS ASD est l'un des 25 secteurs industriels de Swissmem, l'association de l'industrie technologique suisse (industrie des machines, des équipements électriques et des métaux ainsi que des branches technologiques connexes). Plus de 120 entreprises de toute la Suisse, employant plus de 20 000 personnes, développent et produisent des systèmes et des produits civils et militaires. Elles offrent des services dans les domaines de l'aéronautique et des technologies de sécurité et de défense. SWISS ASD s'engage en faveur d'un marché intérieur performant, de bonnes conditions d'exportation et d'une compensation durable. Elle est la base suisse de la certification de l'industrie aéronautique.

Le « Groupe romand pour le matériel de Défense et de Sécurité (GRPM) » regroupe soixante entreprises de Suisse romande. Son objectif est de faciliter l'accès des entreprises de cette région aux marchés publics fédéraux et de créer des conditions-cadres qui contribuent au maintien de bonnes relations entre ces entreprises et l'administration fédérale, les autorités politiques ainsi que les entreprises générales chargées de la gestion des acquisitions de l'armée suisse.

Le « Gruppo materiale difesa e sicurezza della Svizzera italiana (GMDSI) » regroupe des entreprises de Suisse italienne. Son objectif est de faciliter l'accès des entreprises de cette région aux marchés publics fédéraux et de créer des conditions-cadres propices au maintien de bonnes relations entre ces entreprises et l'administration fédérale, les autorités politiques ainsi que les entreprises générales chargées de la gestion des acquisitions de l'armée suisse.